

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 61 (1943)
Heft: 63

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern **Schweizerisches Handelsamtsblatt** **Berne**
Mittwoch, 17. März 1943 **Mercredi, 17 mars 1943**
Feuille officielle suisse du commerce - Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

61. Jahrgang — 61^{me} année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 63

Redaktion und Administration:

Effingerstrasse 3 in Bern, Telefon Nr. (031) 21660

Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementpreis für SLAB. (ohne Beilagen): Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30; zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50 — Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahresabonnementspreis für „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et Administration:

Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 21660

En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus, mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour le FOSC. (sans suppléments): Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — Etranger: Frais de port en plus — Prix du numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas S.A. — Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

N° 63

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati. Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio. Gesellschaft des katholischen Vereinsbaues Hotel Union AG. in Luzern. Société des hôtels et bains de Loèche-le-Bains.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Verfügung des EVD betreffend Abänderung einiger Preistariffe für Uhrbestandteile. Ordonnance du DEP modifiant certains tarifs de fournitures dans l'industrie horlogère. Ordinanza del DEP che modifica alcune tariffe di forniture nell'industria degli orologi.

Weisungen der Warensektion des KEA über Fabrikation und Abgabe von Teigwaren. Instructions de la Section des marchandises de l'UGA concernant la fabrication et la livraison de pâtes alimentaires. Istruzioni della Sezione delle merci dell'UGV concernenti la fabbricazione e la fornitura di paste alimentari.

Verfügung Nr. 674 A/43 der Preiskontrollstelle des EVD über Preise für eingesottene Butter. Prescriptions n° 674 A/43 du Service du contrôle des prix du DEP concernant les prix du beurre fondu. Prescrizione N. 674 A/43 dell'Ufficio di controllo dei prezzi del DEP concernente i prezzi del burro fuso.

Schweiz. Nationalbank, Ausweis. Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bzw. am Freitag um 12 Uhr, beim Bureau des Schweiz. Handelsamtsblattes, Effingerstrasse 3 in Bern, eingelangt sein.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir au Bureau de la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstrasse 3, à Berne, au plus tard à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG 249—251.)

(L. P. 249—251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Vaud **Office des faillites de Vevey** (240)
 Failli: Gervais Amédée, atelier de reliure-cartonnage, Rue du Simphon 3, à Vevey.
 Date du dépôt: 17 mars 1943.
 L'inventaire est aussi déposé.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG 268.)

(L. P. 268.)

Ct. de Neuchâtel **Office des faillites de La Chaux-de-Fonds** (243)
 Faillite: Immeuble Les Eglantines SA., à La Chaux-de-Fonds.
 Date du jugement prononçant la clôture de la faillite: 11 mars 1943.

Réalisation des Immeubles

dans la procédure de la saisie et de la réalisation de gage
 (L. P. 138, 142; O. T. féd. du 23 avril 1920, art. 29.)

Par la présente, les créanciers gagistes et les titulaires de charges foncières sont sommé de produire à l'office soussigné, dans le délai fixé pour les productions, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance en capital est déjà émise ou dénoncée au remboursement, le cas échéant pour quel montant et pour quelle date. Les droits non annoncés dans ce délai seront exclus de la répartition, pour autant qu'ils ne sont pas constatés par les registres publics.

Devront être annoncées dans le même délai toutes les servitudes qui ont pris naissance avant 1912 sous l'empire du droit cantonal ancien et qui n'ont pas encore été inscrites dans les registres publics. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble, à moins que, d'après le code civil suisse elles ne produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Ct. de Vaud **Office des poursuites de Lausanne** (241)
 Vente d'immeubles
 Bâtiments locatifs avec dépôt et fabrique
 Unique enchère — Vente à tout prix

Le vendredi 7 mai 1943, à 15 heures, au Café du Grand Hôtel (salle à manger) à Renens, l'Office des poursuites procédera à la vente par voie d'enchère publique des immeubles appartenant à la

Société immobilière de Renens-Gare, société anonyme ayant son siège à Lausanne, comprenant deux bâtiments locatifs avec dépôt et fabrique, place-jardin, d'une superficie totale de

8 a 75 ca, situés sur le territoire de la commune de Crissier au lieu dit «Hauts Vegnes». Les immeubles sont situés à la Rue du Mont 10 et 12.

Assurance-incendie: 317 000 fr.

Estimation fiscale et taxe de l'office: 210 000 fr.

Délai pour les productions: 6 avril 1943.

Dépôt des conditions de vente et état des charges: 17 avril 1943.

Vente requise par un créancier au bénéfice d'une hypothèque légale, par le créancier hypothécaire en 1^{er} rang et par un créancier saisissant.

Lausanne, le 13 mars 1943.

Le préposé aux poursuites:

H. Chappuis.

Ct. de Genève

Office des poursuites, Genève

(242)

Vente immobilière — Unique enchère

Le mercredi 19 mai 1943, à 10 heures du matin, aura lieu à Genève, Place de la Taconnerie 7, salle des ventes de l'Office des poursuites, la vente aux enchères publiques des immeubles inscrits au registre foncier au nom de la:

Société immobilière Prairie Montchoisy, lettre F, société anonyme ayant son siège à Genève.

Désignation des immeubles:

Les immeubles sont situés dans la commune de Genève, section Eaux-Vives, et consistent en:

La parcelle n° 197, feuille 7, d'une superficie de 2 a 11 m², avec sur la dite, sis Avenue William-Favre 18, le bâtiment suivant:

N° B 43, d'une surface de 1 a 74 m², à destination de logement comprenant sous-sol, rez-de-chaussée, 6 étages et combles, avec la distribution suivante: sous-sol: caves, chaufferie; rez-de-chaussée: 4 appartements de 2 pièces; aux étages: 4 appartements de 2 pièces à chaque étage; combles: greniers, étendages, buanderie; chauffage central et service d'eau chaude; salles de bains.

Les droits de la Société immobilière Prairie Montchoisy, lettre F, dans la parcelle n° 196, feuille 7, d'une superficie de 1 a 36 m², nature places, jardins. Ces droits dépendent de la parcelle n° 197.

Estimation de l'office:

Deux cent mille francs, ci 200 000 fr.

L'adjudication sera prononcée en conformité de l'article 26 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 24 janvier 1941.

Délai de production: 6 avril 1943.

Avis:

Les conditions de vente et l'état des charges seront déposés à partir du 14 avril 1943, à l'Office des poursuites, où chacun pourra en prendre connaissance.

La réalisation est requise par le créancier gagiste en 1^{er} rang.

Genève, le 17 mars 1943.

Office des poursuites,
le substitut: Marc Messi.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

26. Februar 1943.

Baugenossenschaft Glattal Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 23. Dezember 1942/4. Februar 1943 mit Sitz in Zürich eine Genossenschaft mit dem Zweck, ihren Mitgliedern gesunde und billige Wohnungen zu verschaffen. Die Genossenschaft sucht diesen Zweck zu erreichen durch Ankauf von Land, durch Erstellung von zweckmässigen Ein- und Mehrfamilienhäusern und durch Vermietung der Häuser und Wohnungen zu den Selbstkosten an Mitglieder. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine von Fr. 100. Die persönliche Haftung und die Nachschusspflicht der Mitglieder sind ausgeschlossen. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Mitteilungen an die Genossenschaft erfolgen durch Brief, Zirkular oder Umsage in den Siedlungen. Präsident oder Vizepräsident führen Kollektivunterschrift mit Aktuar, Kassier oder Verwalter. Arnold Achermann, von Zürich, ist Präsident; Ernst Homberger, von Winterthur, Vizepräsident; Adolf Baumann, von Zürich, Aktuar; Gustav Schneider, von Zürich, Kassier und Verwalter; alle in Zürich. Domizil: Lavendelweg 1, in Zürich 11 (beim Präsidenten).

13. März 1943.

EROS A.-G., in Küsnacht (SHAB. Nr. 61 vom 13. März 1941, Seite 505), Fabrikation und Vertrieb von chemisch-pharmazeutischen Präparaten usw. Durch Statutenrevision vom 17. Februar 1943 wurde die Firma abgeändert in **Pharmazeutisches Laboratorium Dr. Engler EROS A.-G. (Laboratoire pharmaceutique Dr. Engler EROS S.A.).**

13. März 1943.

Baugenossenschaft Lettenhof, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 28 vom 4. Februar 1943, Seite 273). Gertrud Monsson ist aus dem Vorstand ausgeschieden; deren Unterschrift ist erloschen. Alexa Borsari geb. Zahner, bisher Vizepräsidentin, ist nunmehr Präsidentin des Vorstandes, und neu wurde als Vizepräsidentin in den Vorstand gewählt Lina Gubler, von und in Zürich. Präsidentin oder Vizepräsidentin zeichnen je mit der Aktuarin oder der Quästorin kollektiv. Das Geschäftslokal wurde verlegt nach: Imfeldsteig 2, in Zürich 10.

13. März 1943. Flaschen usw.

Glaco A.-G. (Glaco S.A.) (Glaco Ltd.), in Zürich 6 (SHAB. Nr. 46 vom 26. Februar 1942, Seite 442), Handel mit Flaschen usw. Friedrich Alfred Stirnemann ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. An dessen Stelle wurde als einziges Verwaltungsratsmitglied gewählt Karl Schilling, von Landschlacht (Thurgau), in Zürich, bisher Prokurist. Er führt an Stelle der Einzelprokura nun Einzelunterschrift. Das Geschäftslokal wurde verlegt nach: General-Willestrasse 18, in Zürich 2.

13. März 1943.

Fürsorgefond der Obstverwertungs-Genossenschaft des Bezirkes Affoltern (OVA), Stiftung, in Affoltern a.A. (SHAB. Nr. 12 vom 15. Januar 1938, Seite 113). Heinrich Studer und Mathias Störi sind infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; deren Unterschriften sind erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt: Robert Gallmann, von und in Maschwanden, zugleich als Präsident, und Hans Ringgenberg, von Leisigen (Bern), in Affoltern a.A., als Stiftungsverwalter. Die Stiftungsratsmitglieder zeichnen unter sich je zu zweien.

13. März 1943.

Apco Apparete Constructions Aktiengesellschaft (Apco Société Anonyme de Construction d'appareils), in Zürich 2 (SHAB. Nr. 46 vom 26. Februar 1942, Seite 442). Die Firma verzeigt als neues Geschäftslokal: Bäckerstrasse 38, in Zürich 4.

13. März 1943.

Verband schweizerischer Gaswerke (Association des usines à gaz suisses), Genossenschaft, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 40 vom 18. Februar 1943, Seite 377). Die Prokura von Alfred Egli ist erloschen.

13. März 1943. Möbel, Vorhänge, Teppiche.

Fritz Kundert, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Fritz Kundert, von Glarus, in Zürich 1. Herstellung von und Handel mit Möbeln, Handel mit Vorhängen und Teppichen. Bleicherweg 8.

13. März 1943. Textilwaren.

G. A. Zollinger, in Zürich (SHAB. Nr. 84 vom 14. April 1942, Seite 842), Vertretungen in Textilwaren. Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

13. März 1943.

Personalfürsorgestiftung W. Pfeiffer. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 4. März 1943 mit Sitz in Winterthur eine Stiftung. Zweck derselben ist die Fürsorge für Angestellte und Arbeiter männlichen und weiblichen Geschlechtes der Firma «W. Pfeiffer», in Winterthur, und für notleidende Angehörige derselben. Ferner kann bei Vorhandensein genügender Mittel eine Pensionskasse ins Leben gerufen werden. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von mindestens 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Mitglieder des Stiftungsrates sind: Walter Pfeiffer, Präsident und Geschäftsführer; Martha Pfeiffer geb. Runge, beide von Mollis (Glarus), und Arnold Sabathy, von Oberurnen (Glarus), alle in Winterthur. Die Mitglieder Walter Pfeiffer und Martha Pfeiffer-Runge führen Einzelunterschrift; das Mitglied Arnold Sabathy führt Kollektivunterschrift je mit einem einzelzeichnungsberechtigten Mitglied. Domizil: Turnerstrasse 1, in Winterthur 1 (bei der Firma W. Pfeiffer).

13. März 1943.

Personalfürsorgestiftung der Aktiengesellschaft für Feld- u. Kleinbahnen-Bedarf, Orensteln & Koppel, Zürich, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 173 vom 27. Juli 1939, Seite 1577). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 16. November 1942 und mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde (Bezirksrat Zürich) vom 18. Dezember 1942 wird der Name dieser Stiftung abgeändert in Personalfürsorgestiftung der MBA Maschinen und Bahnbedarf Aktiengesellschaft, Zürich. Die Stiftungsurkunde ist entsprechend geändert worden.

13. März 1943.

Baugesellschaft Schaffhauserhof A.-G., in Zürich 7 (SHAB. Nr. 28 vom 4. Februar 1943, Seite 274), Immobilien usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 26. Februar 1943 wurden die bestehenden 108 Namenaktien zu Fr. 500 in Inhaberaktien umgewandelt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Weitere Änderungen der Statuten berühren die eingetragenen Tatsachen nicht. Heinrich Schwarz jun. und Josef Brogle sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurde als einziges Mitglied des Verwaltungsrates mit Einzelunterschrift gewählt Albert Baechli, von Embrach, in Zürich. Geschäftsdomizil: Witikonstrasse 271, in Zürich 7, beim Verwaltungsrat.

Bern — Berne — Berna
Bureau Bern

12. März 1943.

Kursaal Bern A.G., mit Sitz in Bern (SHAB. Nr. 199 vom 27. August 1937, Seite 1886). Aus dem Verwaltungsrat sind infolge Todes ausgeschieden: Emil Pfister, Vizepräsident, dessen Unterschrift erloschen ist, und Otto Witz. In der Generalversammlung vom 21. Februar 1943 wurde als Mitglied des Verwaltungsrates, ohne Unterschrift, gewählt: Edgar Jeanloz, von und in Bern. In der Generalversammlung vom 25. April 1942 wurden als Mitglieder, ohne Unterschrift, gewählt: Theodor Marbach-Huguenin, von und in Bern; Fritz Christen junior, von und in Bern; Gottfried Bohner, von Wiedlisbach, in Muri bei Bern, und Armin Bieber, von Stüsslingen, in Bern. Zum Vizepräsidenten des Verwaltungsrates wurde bezeichnet das bisherige Mitglied Franz Gassner. Er führt wie bisher Einzelunterschrift. In der Sitzung des Ausschusses des Verwaltungsrates vom 21. Dezember 1942 wurde an Theodor Marbach-Meyer, Mitglied, Einzelunterschrift erteilt.

Bureau Thun

11. März 1943.

Konsumverein Uetendorf, Genossenschaft mit Sitz in Uetendorf (SHAB. Nr. 121 vom 28. Mai 1937, Seite 1238). Als neuer Präsident wurde gewählt Isidor Studer, bisher Vizepräsident. Die Unterschrift des bisherigen Präsidenten Ernst Senn wird gelöscht. Ernst Senn bleibt Mitglied der Verwaltungskommission. Präsident, Sekretär und Verwalter zeichnen kollektiv zu zweien.

Schwyz — Schwyz — Svitto

13. März 1943. Wein, Spirituosen.

Heinrich Kümin, in Freienbach (SHAB. Nr. 115 vom 20. Mai 1925, Seite 882), Wein- und Spirituosenhandlung. Die Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven sind übergegangen auf die neue Firma «Ernst Kümin», in Freienbach.

13. März 1943. Wein, Spirituosen.

Ernst Kümin, in Freienbach. Inhaber dieser Firma ist Ernst Kümin, von und in Freienbach. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Heinrich Kümin», in Freienbach. Wein- und Spirituosenhandlung.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Olten-Gösgen

13. März 1943. Verzinkte Drahtkörbe.

R. Franzelli, in Olten. Inhaber dieser Firma ist Rudolf Franzelli, italienischer Staatsangehöriger, in Olten. Fabrikation und Vertrieb von verzinkten Drahtkörben. Baslerstrasse 3.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

12. März 1943. Speditionen usw.

Schenker & Cie. Aktiengesellschaft (Schenker & Cie. Société Anonyme) (Schenker & Cie. Società Anonima). Diese seit dem 27. Juli 1932 im Handelsregister des Kantons St. Gallen eingetragene Firma, mit Sitz in Buchs (St. Gallen) (SHAB. Nr. 294 vom 14. Dezember 1940, Seite 2328), hat durch Beschluss des Verwaltungsrates vom 12. Januar 1943 in Schaffhausen unter der gleichen Firma eine Zweigniederlassung errichtet. Die Gesellschaft bezweckt Erwerb und Fortführung des unter der Firma «Schenker & Cie. Buchs», in Buchs, bestehenden internationalen Speditionunternehmens, ferner Verwaltung und Verwertung der dieser Firma gehörenden Anlagen und sonstigen Vermögensobjekte und die Fortführung der mit ihr abgeschlossenen und noch laufenden Verträge jeglicher Art. Erwerb der zum Geschäftsbetriebe der Firma erforderlichen Grundstücke und Einrichtungen sowie Pachtung, Verpachtung, Erwerb und Betrieb aller Geschäfte und Unternehmungen, sofern sie nach dem Ermessen des Verwaltungsrates den Interessen der Gesellschaft dienen. Für die Zweigniederlassung bestehen keine besonderen statutarischen Bestimmungen. Für die Filiale Schaffhausen zeichnen die Zeichnungsberechtigten des Hauptsitzes, nämlich: die Mitglieder des Verwaltungsrates: Carl Ami Gaeng, von Laufenburg, in Zürich, Präsident; Dr. Huldreich Widmer, von Oberuzwil, in Zürich, und Eduard Schneider, von Basel, in Buchs, Direktor; die Prokuristen: Ernst Birchmeier, von Würenlingen; Josef Frei, von Diepoldsau, und Heinrich Schwendener, von Buchs; diese drei in Buchs. Die Mitglieder des Verwaltungsrates und die Prokuristen zeichnen kollektiv zu zweien. Geschäftsdomizil: Fronwagplatz 3, «Zur Herrenstube».

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Gesellschaft des katholischen Vereinshauses Hotel Union AG. in Luzern

4½%-Obligationenanleihen von Fr. 190 000 (ursprünglich Fr. 200 000)
von 1906

Gemäss der Verordnung betreffend die Gläubigergemeinschaft bei Anleiheobligationen vom 20. Februar 1918, nebst Ergänzungen vom 1. Oktober 1935 und 19. Dezember 1941, werden die Obligationäre eingeladen, an der am Freitag, den 26. März 1943, um 15 Uhr 30 (Präsenzliste von 15 Uhr an), im 1. Stock des Hotels Union, Löwenstrasse 16, in Luzern, unter Leitung des unterzeichneten Instruktionsrichters stattfindenden

Obligationärversammlung

teilzunehmen zur Beschlussfassung über folgende Anträge:

- Verzicht auf die seit 1935 verfallenen Zinsen;
- Umwandlung jeder Obligation von Fr. 500 in eine neue Prioritätsaktie von Fr. 250 mit 4% Vorzugsdividende und Vorzugsrecht am Liquidationsergebnis. Jede Prioritätsaktie hat 3 Stimmen.

Diejenigen Obligationäre, welche an der Versammlung teilzunehmen wünschen, haben ihre Obligationen bis spätestens am 25. März 1943 bei der Creditanstalt in Luzern zu deponieren. Zur Vertretung von Obligationären ist eine schriftliche Vollmacht erforderlich. (AA. 38¹)

Lausanne, den 3. März 1943.

Pometta, Bundesrichter.

Société des hôtels et bains de Loèche-les-Bains

Assemblée des obligataires

Deuxième publication.

Les porteurs d'obligations de l'emprunt hypothécaire de second rang de 1924, de 257 400 fr., réduit à 118 920 fr., sont convoqués en assemblée pour le mercredi 31 mars 1943, à 14 heures 30, à l'Hôtel Bellevue, à Sierre.

Ordre du jour:

Décision à prendre au sujet d'une radiation partielle de l'inscription hypothécaire grevant les immeubles de la société.

Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées aux obligataires jusqu'au 25 mars 1943, moyennant dépôt de leurs titres:

à Sion: à la Banque cantonale du Valais;

à Lausanne: à la Société de banque suisse.

(AA. 44²)

Le conseil d'administration.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Verfügung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements
betreffend Abänderung einiger Preistarife für Uhrbestandteile

(Vom 16. März 1943)

Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement, gestützt auf den Bundesratsbeschluss vom 29. Dezember 1939/14. Dezember 1942 zum Schutze der schweizerischen Uhrenindustrie, verfügt:

Art. 1. Die von den auf die Konvention verpflichteten Organisationen (Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie [F.H.], Union des branches annexes de l'horlogerie [Ubah] und Ebauches S.A.) angenommenen und am 23. und 25. Februar 1943 dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement unterbreiteten Abänderungen der Tarife werden genehmigt. Diese Abänderungen betreffen folgende Tarife und Preise:

- Minimaltarif für Uhrfedern;
- Minimaltarif für die Vergoldung, Vernickelung und Versilberung von Uhrwerken und die Vergoldung von Uhrädern;
- Tarif für Emailzifferblätter;
- Minimaltarif für Uhrzeiger, die zur Fabrikation bestimmt sind;
- Minimaltarif für Uhrzeiger, die zu Reparaturzwecken ins Ausland ausgeführt werden;
- Minimaltarif für Uhrgehäuse aus unedlen Metallen, Qualität I und II;
- Minimaltarif für Uhrgehäuse aus unedlen Metallen, Qualität III;
- Minimaltarif für Uhrgehäuse aus rostfreiem Stahl, Qualität I;
- Minimaltarif für Uhrgehäuse aus rostfreiem Stahl, Qualität II;
- Minimaltarif der Fassonpreise der « Fédération suisse des associations de fabricants de boîtes de montres en or (F.B.) »;
- Minimaltarif der « Fédération des fabricants de boîtes argent »;
- Minimaltarif der « Ebauches S.A. »;
- Tarif für Unruhen aus einem Metall (balanciers monométalliques, dits nickel), 1. bis 4. Qualität;
- Tarif für Unruhen aus zwei Metallen (balanciers bimétalliques), 1., 2. und 3. Qualität;
- Preise der Unruhen « Guillaume », « Glucydur » und « Genève »;
- Preise der Zylinder- und Roskopf-Unruhen;
- Tarif des « Groupement des fabricants suisses de spiraux »;
- Tarif der « Association syndicale des fabricants d'assortiments à ancre ».

Diese Abänderungen werden verbindlich erklärt für die Mitglieder der auf die Konvention verpflichteten Organisationen sowie für die Unternehmungen, welche keinem dieser Verbände angehören.

Art. 2. Die Tabellen der in Artikel 1 genannten Abänderungen werden bei der Schweizerischen Uhrenkammer in La Chaux-de-Fonds hinterlegt, wo sie von jedem Interessenten bezogen werden können.

Art. 3. Alle Bestellungen, die von Firmen vor Inkrafttreten dieser Verfügung entgegengenommen oder erteilt wurden, zu Preisen, die den vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement genehmigten Normen nicht entsprechen, müssen bis zum 30. April 1943 ausgeführt werden. Die alten Bestellungen, die nicht vor dem 1. Mai 1943 vollzogen sind, dürfen nur zu den in dieser Verfügung vorgeschriebenen Preisen und Vorschriften ausgeführt werden.

Art. 4. Diese Verfügung tritt sofort in Kraft mit Rückwirkung auf den 1. März 1943. 63. 17. 3. 43.

Ordonnance du Département fédéral de l'économie publique
modifiant certains tarifs de fournitures dans l'industrie horlogère

(Du 16 mars 1943)

Le Département fédéral de l'économie publique, vu l'arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1939/14 décembre 1942 tendant à protéger l'industrie horlogère suisse, arrête:

Article premier. Sont approuvées les modifications des tarifs adoptées par les organisations conventionnelles (Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie [F.H.], Union des branches annexes de l'horlogerie [Ubah] et Ebauches S.A.) et soumise au Département de l'économie publique le 23 et le 25 février 1943.

Ces modifications concernent les tarifs et prix ci-après mentionnés:

- le tarif des prix minimums de vente des ressorts;
- le tarif minimum pour le dorage, le nickelage et l'argentage de mouvements et le dorage de roues;
- le tarif des cadrans émail;
- le tarif minimum des aiguilles de fabrication;
- le tarif minimum des aiguilles d'exportation pour rhabillage;
- le tarif minimum des boîtes métal, qualités I et II;
- le tarif minimum des boîtes métal, qualité III;
- le tarif minimum des boîtes en acier inoxydable, qualité I;
- le tarif minimum des boîtes en acier inoxydable, qualité II;
- le tarif minimum des prix de façon de la Fédération suisse des associations de fabricants de boîtes de montres en or (F.B.);
- le tarif minimum de la Fédération des fabricants de boîtes argent;
- le tarif minimum d'Ebauches S.A.;
- le tarif de vente des balanciers monométalliques (dits nickel), qualités I à IV;
- le tarif de vente des balanciers bi-métalliques, 1^{re}, 2^e et 3^e qualités;
- les prix des balanciers Guillaume, Glucydur et Genève;
- les prix des balanciers cylindre et Roskopf;
- le tarif du groupement des fabricants suisses de spiraux;
- le tarif de l'Association syndicale des fabricants d'assortiments à ancre.

Ces modifications sont déclarées obligatoires pour les membres des organisations horlogères, ainsi que pour les maisons qui ne sont pas affiliées à ces groupements.

Art. 2. Les tableaux des modifications indiquées à l'article premier de la présente ordonnance sont déposés à la Chambre suisse de l'horlogerie, à La Chaux-de-Fonds, où tout intéressé pourra se les procurer.

Art. 3. Toutes commandes prises ou données avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, à des prix qui ne sont pas conformes aux normes approuvées par le Département de l'économie publique devront être exécutées jusqu'au 30 avril 1943. Les commandes anciennes qui n'auront pas été exécutées avant le 1^{er} mai 1943 ne pourront être livrées qu'aux prix et conditions prescrits par la présente ordonnance.

Art. 4. La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement, avec effet rétroactif au 1^{er} mars 1943. 63. 17. 3. 43.

Ordinanza del Dipartimento federale dell'economia pubblica
che modifica alcune tariffe di forniture nell'industria degli orologi

(Del 16 marzo 1943)

Il Dipartimento federale dell'economia pubblica, visto il decreto del Consiglio federale del 29 dicembre 1939/14 dicembre 1942 per la protezione dell'industria svizzera degli orologi, ordina:

Art. 1. Sono approvate le modificazioni delle tariffe adottate dalle organizzazioni vincolate da convenzione (Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie [F.H.], Union des branches annexes de l'horlogerie [Ubah], Ebauches S.A.) e sottoposte al Dipartimento dell'economia pubblica il 23 e il 25 febbraio 1943.

Queste modificazioni concernono le tariffe e i prezzi seguenti:

- la tariffa dei prezzi minimi di vendita delle molle;
- la tariffa minima per la doratura, la nichelatura e l'argentatura dei movimenti e la doratura delle ruote;
- la tariffa dei quadranti di smalto;
- la tariffa minima delle lancette di fabbricazione;
- la tariffa minima delle lancette d'exportazione per rhabillage;
- la tariffa minima delle casse di metallo, qualità I e II;
- la tariffa minima delle casse di metallo, qualità III;
- la tariffa minima delle casse di acciaio inossidabile, qualità I;
- la tariffa minima delle casse di acciaio inossidabile, qualità II;
- la tariffa minima dei prezzi di « façon » della « Fédération suisse des associations de fabricants de boîtes de montres en or » (F.B.);
- la tariffa minima della Federazione dei fabbricanti di casse d'argento;
- la tariffa minima della « Ebauches S.A. »;
- la tariffa di vendita dei bilancieri monometallici (detti nickel), qualità da I a IV;
- la tariffa di vendita dei bilancieri bimetallici, 1^a, 2^a e 3^a qualità;
- i prezzi dei bilancieri Guillaume, Glucydur e Genève;
- i prezzi dei bilancieri cilindro e Roskopf;
- la tariffa dell'associazione dei fabbricanti svizzeri di spirali;
- la tariffa dell'associazione sindacale dei fabbricanti di assortimenti ad ancora.

Queste modificazioni sono dichiarate obbligatorie per i membri delle organizzazioni dell'industria orologiaia, nonché per le ditte non affiliate a questi gruppi.

Art. 2. Le tabelle delle modificazioni indicate all'articolo 1 della presente ordinanza sono depositate presso la Camera svizzera dell'orologeria in La Chaux-de-Fonds, ove gli interessati potranno procurarsele.

Art. 3. Tutte le ordinazioni prese o date prima dell'entrata in vigore della presente ordinanza, a prezzi non conformi alla norme approvate dal Dipartimento dell'economia pubblica, dovranno essere eseguite entro il 30 aprile 1943. Le vecchie ordinazioni che non saranno state eseguite avanti il 1^o maggio 1943 potranno essere fornite soltanto ai prezzi e condizioni prescritti dalla presente ordinanza.

Art. 4. La presente ordinanza entra in vigore immediatamente, con effetto retroattivo al 1^o marzo 1943. 63. 17. 3. 43.

Weisungen

der Warensektion des Eidgenössischen Kriegs-Ernährungs-Amtes
über Fabrikation und Abgabe von Teigwaren

(Einschränkung der Sorten, Formen und Verpackungen)

(Vom 8. März 1943)

Die Warensektion des Eidgenössischen Kriegs-Ernährungs-Amtes, gestützt auf die Verfügung Nr. 36 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 23. September 1942, über die Sicherstellung der Landesversorgung mit Lebens- und Futtermitteln (Lenkung von Produktion und Absatz), mit Ermächtigung des Eidgenössischen Kriegs-Ernährungs-Amtes, erlässt folgende Weisungen:

I. Fabrikation

Mit Wirkung ab 1. April 1943 haben die industriellen und gewerblichen Hersteller die Fabrikation und Abgabe von Teigwaren auf die nachfolgend bezeichneten Sorten, Formen und Verpackungen zu beschränken:

- « Aktions »-Hörnli: eine Sorte mittlerer Grösse, nur offen, in Kraftpapier- oder Jutesäcken.
- « Aktions »-Spaghetti: eine Sorte mittlerer Grösse, nur offen, in Kartons oder Holzkisten.

3. « Supérieur »-Teigwaren, allgemeine Sorten:

- Nudeln,
- Makkaroni,
- Hörnli,
- Spaghetti, höchstens je zwei Formen normaler Grösse und Länge;
- Suppeneinlagen: Fideli, eine Sorte (Form); Schnittsuppeneinlagen, total höchstens 2 Formen nach freier Wahl, wie Teiggerste, Sternli, Buchstaben, Melonen usw.

offen in Kartons und Holzkisten oder anderer geeigneter Aussenpackung; ferner in Kleinverkaufspackungen von 500 g Nettoinhalt.

Für Suppeneinlagen sind auch Detailpackungen von 250 g Nettoinhalt zulässig.

Nudeln und Fideji sind entweder offen (mit Aussenpackung) oder als Schnittware in Papiersäcken von 500 g Nettoinhalt (ohne Aussenpackung bzw. in Leihgebinden) abzugeben. Hörnli und kurze Suppeneinlagen offen sind in der Regel in Säcken zu liefern.

In Berücksichtigung regionaler Besonderheiten ist es gestattet, innerhalb der bewilligten Sorten und an Stelle der vorgeschriebenen normalen Form insgesamt zwei der bisher gebräuchlichsten Spezialformen beizubehalten.

4. Spezialitäten:

- aus Spezialgriess: höchstens 5 Formen;
- Eierteigwaren (Trockenvollei): höchstens 5 Formen;
- Spezialeierteigwaren: höchstens 5 Formen;
- Pasta Bologna (Ausstechwaren usw.): höchstens 3 Formen,

offen oder in Detailpackungen von 500 und 250 g Nettoinhalt.

Soweit es die betriebstechnischen Voraussetzungen gestatten, haben die Fabrikanten die Sorten- und Formenauswahl der Spezialitäten möglichst noch weiter einzuschränken.

5. **Lohnfabrikation:** Die Herstellung von Teigwaren im Werklohn für Selbstversorger mit Getreide und Backmehl ist untersagt. Ausnahmen von dieser Regelung bedürfen der Zustimmung der Sektion für Getreideversorgung des Eidgenössischen Kriegs-Ernährungs-Amtes.

6. **Zugaben** in Form von Reklameartikeln, Verpackungsmaterial, Papierbeuteln, Gutscheinen usw., sind untersagt.

II. Abgabe im Handel

1. **Grundsätzliches:** Die in vorstehendem Abschnitt I den Fabrikationsbetrieben auferlegten Einschränkungen finden sinngemäss Anwendung für die Abgabe von Teigwaren im Handel. Demzufolge dürfen Handelsbetriebe aller Stufen mit sofortiger Wirkung nur noch Teigwaren in den Verkehr bringen, die in Bezug auf Sorten und Formen sowie hinsichtlich Art und Gewicht der Packungen den vorliegenden Weisungen der Warensektion entsprechen. Vorbehalten bleiben die in Abschnitt IV aufgestellten Übergangsbestimmungen.

2. **Eigenpackungen der Wiederverkäufer:** Den Wiederverkäufern von Teigwaren ist die Einführung neuer Eigenpackungen untersagt. Die bisherigen Eigenpackungen sind weiterhin gestattet, sofern sie mit den im Rahmen dieser Weisungen noch zugelassenen Sorten, Formen und Verkaufsgewichten in Einklang stehen, vorbehaltlich der in Abschnitt IV erlassenen Übergangsbestimmungen.

Der den Fabrikanten bewilligte Preiszuschlag für Teigwarenpackungen darf nur dann in Anspruch genommen werden, wenn die betreffende Eigenpackung tatsächlich den Charakter eines Markenartikels nach bisheriger Usanz aufweist, also nicht für einfache Papiersäcke mit Firmenaufdruck.

III. Kontrollmassnahmen

Die Warensektion beauftragt den Verband schweizerischer Teigwarenfabrikanten, Belpstrasse 39, Bern (fortan «Verband» genannt), mit der Aufgabe, die Einhaltung vorsehender Vorschriften über die Einschränkung der Sorten, Formen und Verpackungen für Teigwaren gemäss spezieller Weisungen bei den Fabrikations- und Handelsbetrieben dauernd zu überwachen. Der Verband hat die Warensektion über seine Wahrnehmungen laufend zu unterrichten.

Die Warensektion behält sich vor, weitere Kontrollmassnahmen anzuordnen und Erhebungen durchzuführen. Sie kann zu diesem Zweck die Befugnisse des Verbandes von Fall zu Fall erweitern.

IV. Übergangsbestimmungen

Fabrikations- und Handelsbetriebe sind ermächtigt, Vorräte an offenen Teigwaren und abgefüllten Teigwarenpackungen, welche durch diese Weisung unter das Herstellungs- und Abgabeverbot fallen, bis zur Erschöpfung der Lagerbestände in den Verkehr zu bringen. Fabrikationsbetriebe haben solche Vorräte bis spätestens 31. Juli 1943 zu liquidieren.

Fabrikations- und Grosshandelsbetriebe dürfen die noch vorrätigen, verkaufsfertigen, gemäss Ziffer I nicht mehr zulässigen 1-kg-Packungen von Aktionswaren nur bis spätestens 30. Juni 1943 an den Detailhandel abgeben.

V. Straf- und Schlussbestimmungen

Wer diesen Weisungen zuwiderhandelt, wird gemäss Bundesratsbeschluss vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen und deren Anpassung an das Schweizerische Strafgesetzbuch bestraft.

Diese Weisungen treten am 18. März 1943 00 Uhr in Kraft.

63. 17. 3. 43.

Instructions

de la Section des marchandises de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation concernant la fabrication et la livraison de pâtes alimentaires

(Limitation du nombre, des sortes, des formes et des emballages)

(Du 8 mars 1943)

La Section des marchandises de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation, vu l'ordonnance n° 36 du Département fédéral de l'économie publique, du 23 septembre 1942, tendant à assurer l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires et fourragères (contrôle de la production et de l'écoulement), avec l'autorisation de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation, arrête les instructions suivantes:

I. Fabrication

A partir du 1^{er} avril 1943, les fabricants industriels et les entreprises à caractère artisanal doivent limiter la fabrication et la livraison des pâtes alimentaires aux sortes, formes et emballages indiqués ci-après:

1. **Cornettes « Action »:** une seule sorte, de grandeur moyenne, livrée à découvert, en sacs de papier Kraft ou de jute.

2. **Spaghetti « Action »:** une seule sorte, de grandeur moyenne, livrée à découvert, dans des emballages de carton ou des caisses.

3. **Pâtes « Supérieur », sortes courantes:**

- nouilles,
 - macaronis,
 - cornettes,
 - spaghetti;
- pour chacune de ces sortes, deux formes au plus, d'épaisseur et de longueur normales;
- garnitures de potage: fidés ou vermicelles, une seule sorte (forme), garnitures (coupées), en tout, deux formes au plus, au choix (perles, étoiles, lettres, melons, etc.),

marchandise livrée à découvert, dans des cartons ou des caisses ou dans tout autre emballage extérieur approprié; en outre, en petits paquets de 500 g poids net.

Les paquets de 250 g poids net sont aussi admis pour les garnitures de potage.

Nouilles et fidés (vermicelles). Ces pâtes seront livrées à découvert (avec emballage extérieur) ou coupées, dans des cornets de 500 g poids net (sans emballage extérieur ou en emballage à rendre). En règle générale, les cornettes et les garnitures de potage coupées doivent être livrées à découvert dans des sacs.

Eu égard aux usages régionaux, il est loisible de livrer les pâtes non pas dans les formes prescrites ci-dessus, mais dans deux des formes les plus courantes jusqu'à présent, compte tenu de la limitation des sortes.

4. Spécialités:

- pâtes fabriquées avec des fins finots spéciaux: 5 formes au maximum;
- pâtes aux œufs (œufs complets en poudre): 5 formes au maximum;
- pâtes aux œufs (qualité spéciale): 5 formes au maximum;
- pâtes façon Bologne (découpées, etc.): 3 formes au maximum,

livrables à découvert ou en emballages de 500 ou de 250 g poids net.

Si les conditions techniques de fabrication le permettent, les fabricants limiteront autant que possible le nombre des sortes et des formes des spécialités.

5. **Fabrication à façon:** La fabrication de pâtes alimentaires à façon est interdite aux producteurs de céréales et de farines panifiables se ravitaillant eux-mêmes. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'avec l'assentiment de la Section des céréales de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation.

6. Sont interdites également les primes sous forme d'articles de réclame, matériel d'emballage, sachets de papier, bons, etc.

II. Livraisons aux commerçants

1. **Règle générale:** Les limitations imposées aux entreprises de fabrication par les dispositions ci-dessus (chiffre I), sont applicables par analogie à la livraison des pâtes alimentaires aux commerçants. En conséquence, les maisons de commerce de tout échelon ne peuvent dès aujourd'hui mettre en vente que des pâtes alimentaires qui, en ce qui concerne les sortes et les formes ainsi que le genre et le poids des emballages, sont conformes aux présentes instructions. Sont réservées les dispositions transitoires figurant sous chiffre IV.

2. **Emballages portant la marque des revendeurs.** Il est interdit aux revendeurs de pâtes alimentaires d'introduire de nouveaux emballages à leur marque. Sous réserve des dispositions transitoires figurant sous chiffre IV, les emballages utilisés jusqu'ici pourront être employés à l'avenir en tant qu'ils répondent aux présentes instructions en ce qui concerne les sortes, les formes et les poids.

La marchandise livrée par les revendeurs ne pourra être grevée du supplément de prix consenti aux fabricants pour la confection d'emballages que si, avec son emballage, elle présente effectivement le caractère d'un article de marque selon les usages en vigueur et qu'elle ne soit par conséquent pas livrée dans de simples cornets portant, imprimés, le nom du revendeur.

III. Mesures de contrôle

La Section des marchandises confie à l'Union des fabricants suisses de pâtes alimentaires, Belpstrasse 39, à Berne (dénommée ci-après «Union») la tâche de surveiller, d'une façon continue, conformément à ses instructions spéciales, l'application, par les entreprises de fabrication et les maisons de commerce, des prescriptions ci-dessus concernant la limitation du nombre des sortes, des formes et des emballages. L'Union tiendra la Section des marchandises au courant des constatations faites.

La Section des marchandises se réserve le droit d'ordonner d'autres mesures de contrôle et d'effectuer des enquêtes. A cet effet, elle peut étendre la compétence de l'Union dans chaque cas particulier.

IV. Dispositions transitoires

Les entreprises de fabrication et les maisons de commerce sont autorisées à mettre en vente, jusqu'à épuisement des stocks, leurs réserves de pâtes alimentaires, à découvert ou emballées, dont la fabrication et la livraison sont interdites par les présentes instructions. Les entreprises de fabrication devront liquider ces réserves jusqu'au 31 juillet 1943 au plus tard. Les fabricants et les grossistes ne sont autorisés que jusqu'au 30 juin 1943 à livrer aux détaillants les stocks de pâtes «Action» prêtes à la vente et emballées dans des paquets de 1 kg qui ne répondent pas aux exigences du chiffre I.

V. Dispositions pénales et finales

Celui qui contrevient aux présentes instructions sera puni, conformément à l'arrêté du Conseil fédéral du 24 décembre 1941 aggravant les dispositions pénales en matière d'économie de guerre et les adaptant au Code pénal suisse.

Les présentes instructions entrent en vigueur le 18 mars 1943, à 00 heure.

63. 17. 3. 43.

Istruzioni della Sezione delle merci dell'Ufficio federale di guerra per i viveri concernenti la fabbricazione e la fornitura di paste alimentari

(Limitazione dei generi, forme e imballaggi)

(Dell'8 marzo 1943)

La Sezione delle merci dell'Ufficio di guerra per i viveri, vista l'ordinanza N. 36 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 23 settembre 1942, intesa ad assicurare l'approvvigionamento del paese con derrate alimentari e foraggi (controllo della produzione e dello smercio), con il consenso dell'Ufficio federale di guerra per i viveri, emana le seguenti

istruzioni:

I. Fabbricazione

Con effetto a contare dal 1° aprile 1943, le aziende industriali ed artigianali dovranno limitare la fabbricazione e la fornitura di paste alimentari ai generi, forme e imballaggi designati qui appresso:

1. **Cornetti tipo « Azione »:** un sol genere di grandezza media, forniti sciolti, in sacchi di carta Kraft o di juta.

2. **Spaghetti tipo « Azione »:** un genere solo di grandezza media, forniti sciolti, in imballaggi di cartone o in casse di legno.

3. **Paste alimentari « Supérieur », generi correnti:**

- a) tagliatelle,
- b) maccheroni,
- c) cornetti,
- d) spaghetti,

per ogni genere due forme al massimo di spessore e di lunghezza normali;

e) **pastine per minestra:** vermicelli, un sol genere (forma); pastine per minestra tagliate, al massimo due forme a scelta, come semi d'orzo, di melone, stelline, lettere, ecc., sciolte in imballaggi di cartone e in casse di legno o in qualsiasi altro imballaggio appropriato; inoltre, in pacchetti di 500 g peso netto per la vendita al minuto.

Per le pastine per minestra sono ammessi anche pacchetti di 250 g peso netto.

Le **tagliatelle** e i **vermicelli** saranno forniti sciolti (con imballaggio esterno) o come merce tagliata, in sacchetti di 500 g netto (senza imballaggio esterno o imballaggio da rendere). I cornetti e le pastine per minestra, tagliate, venduti sciolti, devono essere forniti di regola in sacchetti.

In considerazione delle usanze regionali, è permesso di fornire le paste alimentari, nei limiti dei generi autorizzati, scegliendo al posto delle forme normali prescritte, due forme speciali più usate finora.

4. Specialità:

- a) paste fabbricate con semola fina speciale: 5 forme al massimo;
- b) paste all'uovo (uova complete e in polvere): 5 forme al massimo;
- c) paste all'uovo (qualità speciale): 5 forme al massimo;
- d) pasta tipo Bologna (tagliate, ecc.): 3 forme al massimo,

fornite sciolte o in imballaggi di 500 e 250 g peso netto.

Ove le condizioni tecniche di fabbricazione lo permettano, i fabbricanti devono limitare ancora maggiormente i generi e le forme delle specialità.

5. **Fabbricazione a fattura:** La fabbricazione a fattura di paste alimentari per persone e ditte che provvedono esse stesse al loro proprio approvvigionamento con cereali e farina panificabile è vietata. Chi vuol essere esentato da questo divieto, deve chiederne il consenso alla Sezione dei cereali dell'Ufficio di guerra per i viveri.

6. **La consegna di premi-regalo** sotto forma di articoli per reclame o imballaggi, sacchetti di carta, buoni, ecc., è parimente vietata.

II. Fornitura a commercianti

1. **Norme generali:** Le limitazioni imposte alle fabbriche nel precedente capitolo I sono applicabili, per analogia, alla fornitura di paste alimentari ai commercianti. Di conseguenza, le aziende commerciali di ogni categoria potranno mettere in commercio con effetto immediato, soltanto paste alimentari rispondenti, in quanto ai generi, forme, specie e peso degli imballaggi, alle norme delle presenti istruzioni della Sezione delle merci. Restano riservate le disposizioni transitorie fissate al capitolo IV.

2. **Imballaggi portanti la marca del rivenditori:** È vietato ai rivenditori di mettere in commercio nuovi imballaggi con la loro marca. Riservate le disposizioni transitorie fissate al capitolo IV, gli imballaggi usati finora potranno essere impiegati in avvenire, sempreché siano conformi ai generi, forme e pesi previsti dalle presenti istruzioni.

Il supplemento di prezzo concesso ai fabbricanti per la confezione di imballaggi potrà essere applicato soltanto se l'imballaggio presenta effettivamente il carattere di un articolo di marca secondo le usanze in vigore; tale supplemento non sarà quindi ammesso quando si tratta di semplici sacchetti di carta che portano stampato il nome del rivenditore.

III. Misure di controllo

La Sezione delle merci affida all'Unione dei fabbricanti svizzeri di paste alimentari, Balgstrasse 39, Berna (chiamata in seguito «Unione») il compito di controllare, conformemente alle istruzioni speciali, se le aziende commerciali e le fabbriche osservano le presenti prescrizioni sulla limitazione dei generi, forme e imballaggi per paste alimentari. L'Unione farà regolarmente rapporto alla Sezione delle merci sulle constatazioni fatte.

La Sezione delle merci si riserva di ordinare altre misure di controllo e di eseguire inchieste. A tal uopo, essa potrà estendere, di volta in volta, le competenze dell'Unione.

IV. Disposizioni transitorie

Le aziende di fabbricazione e commerciali sono autorizzate a mettere in commercio, fino ad esaurimento, le loro scorte di paste alimentari sciolte o imballate, che, in virtù delle presenti istruzioni, cadono sotto il divieto di fabbricazione e di fornitura. Le aziende di fabbricazione dovranno liquidare siffatte scorte entro il 31 luglio 1943 al più tardi.

I fabbricanti ed i grossisti possono fornire, ancora fino al 30 giugno 1943 al più tardi, ai negozianti al minuto le scorte di pasta tipo «Azione» approntate per la vendita e imballate in pacchetti di 1 kg, che non sono più autorizzate, conformemente alle disposizioni del capitolo I.

V. Disposizioni penali e finali

Chiunque contravviene alle presenti istruzioni sarà punito conformemente al decreto del Consiglio federale del 24 dicembre 1941 concernente l'inasprimento delle disposizioni penali in materia di economia di guerra ed il loro adattamento al Codice penale svizzero.

Le presenti istruzioni entrano in vigore il 18 marzo 1943, alle ore 00.

63. 17. 3. 43.

Verfügung Nr. 674 A/43 der Eidgenössischen Preiskontrollstelle über Preise für eingesottene Butter

(Vom 15. März 1943)

Die Eidgenössische Preiskontrollstelle, gestützt auf die Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939, betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung, im Einvernehmen mit der Sektion für Milch und Milchprodukte des Kriegs-Ernährungs-Amtes, verfügt:

I. Preise

Die Verkaufspreise für eingesottene Butter dürfen nachfolgende Höchstansätze nicht übersteigen:

1. In Dosen:	1-kg-Dosen	800-g-Dosen	400-g-Dosen
a) Verkaufspreise an Grosshandelsfirmen:	In Franken pro Dose		
in Sendungen von mindestens 500 kg	8.55	6.84	3.52
200 kg	8.56	6.85	3.53
30 kg	8.57	6.86	3.54
b) Verkaufspreise an Detailhändlern	8.72	6.98	3.60
c) Verkaufspreise an Konsumenten	9.35	7.18	3.86

2. In Blechbüchsen:	Blechbüchse von 5 kg	Blechbüchse von 10 kg
a) Verkaufspreise an Grosshandelsfirmen:	In Franken je kg	
in Sendungen von mindestens 500 kg	8.43	8.35
200 kg	8.44	8.36
30 kg	8.45	8.37
10 kg	8.52	8.44
b) Verkaufspreise an Detailhändlern	8.60	8.52
c) Verkaufspreise an Konsumenten:		
aa) in ganzen Eimern	9.20	9.05

bb) aus den Eimern ausgestochen:	Gewicht	Fr.
50 g	—	0.48
100 g	—	0.95
200 g	—	1.90
250 g	—	2.37
500 g	—	4.65
1 kg	—	9.25

d) Verkaufspreise an Gewerbe (Konditoreien, Hotels, Spitäler usw.):	
	In Eimern von 5 oder 10 kg:
bei Bezug von 10 bis 45 kg	Fr. 8.95 je kg
bei Bezug von 50 und mehr kg	Fr. 8.90 je kg

II. Allgemeine Bestimmungen:

3. Vorstehende Preise verstehen sich per Kilo netto, Packung inbegriffen.
4. Bei Bezug von mindestens 30 kg in Büchsen (Originalkiste) und 10 kg in Eimern müssen die Lieferungen an Wiederverkäufer und gewerbliche Verbraucher franko Normalballaststation des Empfängers erfolgen. Sofern kleinere Lieferungen ausgeführt werden, darf die Fracht zu Lasten des Empfängers gehen.

5. Soweit der Detailhandel üblicherweise Rabatte bzw. Rückvergütungen gewährt, können die in dieser Verfügung angesetzten Nettoverkaufspreise entsprechend erhöht werden. Jedoch darf sich, nach Abzug der Rückvergütung, ausserstenfalls der höchstzulässige Nettoverkaufspreis gemäss Liste ergeben.

6. Die Hersteller, Gross- und Kleinhändler sind verpflichtet, die neuen Preislisten und entsprechenden Zirkularschreiben der Eidgenössischen Preiskontrollstelle in Montreux spätestens im gleichen Zeitpunkt wie ihrer Kundschaft zuzustellen.

7. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Artikels 2, Litera a, der Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939, betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung; danach ist es untersagt, im Inland Preise zu fordern oder anzunehmen, die unter Berücksichtigung der branchenüblichen Selbstkosten einen mit der allgemeinen Wirtschaftslage unvereinbaren Gewinn verschaffen würden.

8. Widerhandlungen gegen diese Verfügung werden nach den Strafbestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen und deren Anpassung an das Schweizerische Strafrechtsgesetzbuch bestraft. Ferner wird verwiesen auf den Bundesratsbeschluss vom 12. November 1940 betreffend die vorsorgliche Schliessung von Geschäften, Fabrikationsunternehmen und anderen Betrieben sowie auf die Verfügung 3 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 18. Januar 1940, betreffend Beschlagnahme und Verkaufszwang.

9. Diese Verfügung tritt am 15. März 1943 in Kraft. Die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Verfügung eingetretene Tatbestände werden auch fernerhin gemäss den bisherigen Bestimmungen beurteilt.

63. 17. 3. 43.

Prescriptions n° 674 A/43 du Service fédéral du contrôle des prix concernant les prix du beurre fondu

(Du 15 mars 1943)

Le Service fédéral du contrôle des prix, vu l'ordonnance 1 du Département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, d'entente avec la Section du lait et des produits laitiers de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation, prescrit:

I. Prix

Les prix de vente du beurre fondu ne doivent pas dépasser les taux maximums suivants:

1. En boîtes:

	boîtes 1 kg	boîtes 800 g	boîtes 400 g
en francs par boîte			
a) prix de vente au commerce de gros:			
pour livraison d'au moins 500 kg	8.55	6.84	3.52
200 kg	8.56	6.85	3.53
30 kg	8.57	6.86	3.54
b) prix de vente aux détaillants	8.72	6.98	3.60
c) prix de vente aux consommateurs	9.35	7.48	3.86

2. En seaux en fer-blanc:

	seaux de 5 kg	seaux de 10 kg
en francs par kg		
a) prix de vente au commerce de gros:		
pour livraison d'au moins 500 kg	8.43	8.35
200 kg	8.44	8.36
30 kg	8.45	8.37
b) prix de vente aux détaillants	8.52	8.44
c) prix de vente aux consommateurs:		
aa) par seaux entiers	9.20	9.05
bb) de seaux entamés		
	poids	fr.
	50 g	—,48
	100 g	—,95
	200 g	1.90
	250 g	2.37
	500 g	4.65
	1 kg	9.25
d) prix de vente pour l'artisanat et les ménages collectifs (confiseries, hôtels, hôpitaux, etc.):	en seaux de 5 ou 10 kg	
pour achat de 10 à 45 kg	8 fr. 95 par kg	
pour achat de 50 kg et plus	8 fr. 90 par kg	

II. Dispositions générales:

- Les prix ci-dessus s'entendent par kilo net, emballage compris.
- Pour les achats d'au moins 30 kilos en boîtes (caisses d'origine) et de 10 kilos en seaux, les livraisons aux revendeurs, à l'artisanat et ménages collectifs doivent être effectuées franco station de plaine du destinataire. Les frais de transport des livraisons moins importantes peuvent être mis à la charge du destinataire.
- Les prix de vente nets fixés par ces prescriptions peuvent être augmentés des rabais ou ristournes usuels accordés par les détaillants. Après déduction de ces rabais, le prix de vente ne doit cependant pas dépasser le prix maximum autorisé.
- Les fabricants, les grossistes et les détaillants doivent faire parvenir les nouveaux prix-courants et les circulaires au Service fédéral du contrôle des prix, à Montreux, au plus tard au moment de l'envoi à leur clientèle.
- Demeurent réservées les dispositions de l'article 2, lettre a, de l'ordonnance 1 du Département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, interdisant d'exiger ou d'accepter à l'intérieur du pays pour des marchandises ou prestations quelconques des prix qui — compte tenu des prix de revient usuels — procureraient des bénéfices incompatibles avec la situation économique générale.
- Quiconque contrevient aux présentes prescriptions est passible des sanctions prévues à l'arrêté du Conseil fédéral du 24 décembre 1941 aggravant les dispositions pénales en matière d'économie de guerre et les adaptant au Code pénal suisse. Sont également applicables: l'arrêté du Conseil fédéral du 12 novembre 1940 concernant la fermeture préventive de locaux de vente et d'ateliers, d'entreprises de fabrication et d'autres exploitations et l'ordonnance n° 3 du Département fédéral de l'économie publique, du 18 janvier 1940, concernant le séquestre et la vente forcée.
- Ces prescriptions entrent en vigueur le 15 mars 1943. Les faits intervenus avant la promulgation des présentes prescriptions seront jugés d'après les dispositions précédemment en vigueur. 63. 17. 3. 43.

Prescrizione N. 674 A/43 dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernente i prezzi del burro fuso

(Del 15 marzo 1943)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e le misure per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, d'intesa con la Sezione del latte e dei latticini dell'Ufficio di guerra per i viveri, prescrive:

I. Prezzi

I prezzi di vendita del burro fuso non possono sorpassare le aliquote massime seguenti:

	scatole da 1 kg	scatole da 800 g	scatole da 400 g
in franchi per scatola			
a) Prezzi di vendita a grossisti:			
per consegne di almeno 500 kg	8.55	6.84	3.52
200 kg	8.56	6.85	3.53
30 kg	8.57	6.86	3.54
b) Prezzi di vendita a dettaglianti	8.72	6.98	3.60
c) Prezzi di vendita a consumatori	9.35	7.48	3.86

2. In secchielli di latta:

	secchielli da 5 kg	secchielli da 10 kg
In franchi per kg		
a) Prezzi di vendita a grossisti:		
per consegna di almeno 500 kg	8.43	8.35
200 kg	8.44	8.36
30 kg	8.45	8.37
10 kg	8.52	8.44
b) Prezzi di vendita a dettaglianti	8.60	8.52
c) Prezzi di vendita a consumatori:		
aa) in secchielli interi	9.20	9.05
bb) in secchielli intaccati		
	Peso	fr.
	50 g	—,48
	100 g	—,95
	200 g	1.90
	250 g	2.37
	500 g	4.65
	1 kg	9.25
d) Prezzi di vendita all'artigianato ed alle economie domestiche collettive (pasticcerie, alberghi, ospedali, ecc.)	in secchielli da 5 o 10 kg	
per acquisti da 10 a 45 kg	fr. 8.95 al kg	
per acquisti da 50 kg e più	fr. 8.90 al kg	

II. Disposizioni generali:

- I prezzi summenzionati s'intendono per chilo netto, imballaggio compreso.
- Per acquisti di almeno 30 kg in scatole (casse d'origine) e di 10 kg in secchielli, le consegne a rivenditori, all'artigianato ed alle economie domestiche collettive devono essere eseguite franco stazione (scartamento normale) di pianura del destinatario.
- Nel caso in cui i negozianti al minuto accordino alla loro clientela dei ribassi o abbuoni, i prezzi di vendita netti fissati in questa prescrizione possono essere corrispondentemente maggiorati. Tuttavia, dedotti gli abbuoni, il prezzo di vendita non dovrà superare quello massimo netto autorizzato.
- I fabbricanti, i grossisti ed i dettaglianti sono tenuti a trasmettere i loro nuovi listini e relative circolari all'Ufficio federale di controllo dei prezzi a Montreux, al più tardi però quando questi vengono inviati alla clientela.
- Restano riservate le disposizioni dell'articolo 2, lettera a, dell'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e le misure per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, secondo le quali è vietato di esigere o accettare all'interno dei prezzi che procurino un profitto incompatibile con la situazione economica generale, tenuto conto del prezzo di costo usuale nel ramo.
- Chiunque contravviene a questa prescrizione incorre nelle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 24 dicembre 1941 concernente l'insapimento delle disposizioni penali in materia di economia di guerra e il loro adattamento al Codice penale svizzero. Rimandiamo inoltre al decreto del Consiglio federale del 12 novembre 1940 concernente la chiusura, a titolo precauzionale di negozi, laboratori, fabbriche ed altre aziende, nonché all'ordinanza N. 3 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 18 gennaio 1940, in merito al sequestro ed alla vendita forzata.
- La presente prescrizione entra in vigore il 15 marzo 1943. I fatti verificatisi prima dell'entrata in vigore di questa prescrizione continueranno ad essere giudicati in base alle disposizioni vigenti finora. 63. 17. 3. 43.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis vom 15. März 1943 — Situation au 15 mars 1943

	Fr.	Fr.
Aktiven — Actif		
1. Goldbestand — Encaisse or	3 668 480 437.85	+ 4 476 204.30
2. Devisen — Disponibilités à l'étranger	42 834 329.23	
deckungsfähige — pouvant servir de couverture	9 766 962.36	+ 4 069 187.44
andere — autres		
3. Inlandportfeuille — Portefeuille effets Suisse	91 816 482.03	
Wechsel — Effets de change	228 200 000. —	+ 5 412 587.33
Schatzanweisungen — Récépissés		
4. Wechsel der Darlehenskasse der Eidgenossenschaft	600 000. —	+ 600 000. —
Effets de la Caisse de prêts de la Confédération		
5. Lombardvorschüsse mit 10tägiger Kündigungsfrist	15 986 829.82	+ 676 546.60
Avances sur nantissement dénonçables à 10 jours		
andere Lombardv. — autres avances s. nant.		
6. Wertschriften — Titres	65 147 465.75	— 7 405.10
7. Korrespond. im Inland — Coresp. en Suisse	6 156 467.06	+ 1 570 797.28
8. Sonstige Aktiven — Autres postes de passif	229 961 804.19	+ 4 144 782.32
Zusammen — Total	4 353 950 778.29	
Passiven — Passif		
1. Eigene Gelder — Fonds propres	41 000 000. —	+ 500 000. —
2. Notenumlauf — Billets en circulation	2 478 560 385. —	+ 26 216 775. —
3. Täggl. fäll. Verbindlichkeiten — Engagements à vue	1 601 869 037.10	+ 50 475 364.01
4. Sonstige Passiven — Autres postes du passif	232 521 356.19	+ 3 815 888.84
Zusammen — Total	4 353 950 778.29	

Diskontsatz 1½ % seit 26. Nov. 1936 | Lombardzinsfuß 2½ % seit 26. Nov. 1936
Taux d'escompte 1½ % dep. le 26 nov. 1936 | Taux pour avanc. 2½ % dep. le 26 nov. 1936
63. 17. 3. 43.

Warenumsatzsteuer

Die verschiedenen bis Ende 1942 im Schweizerischen Handelsamtsblatt erschienenen diesbezüglichen Texte sind zum Preis von Fr. —,90 (Porto inbegriffen) bei Voreinzahlung auf unsere Postcheckrechnung III 5600 erhältlich. Um Irrtümer zu vermeiden, sind separate schriftliche Bestätigungen dieser Einzahlungen nicht erwünscht.

Administration des Schweizerischen Handelsamtsblattes, Bern

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern
Rédaction: Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique

CONFEDERAZIONE SVIZZERA

Buoni di cassa federali 2½% 1943 per un ammontare di **fr. 150 000 000**
rimborsabili fra 5 anni

Prestito federale 3½% 1943 dell'ammontare di **fr. 150 000 000**

Scadenza media 15 gennaio 1965 Estrazioni a sorte dal 1954 al 1968

PROSPETTO

Il Consiglio federale svizzero, in virtù dei pieni poteri conferitigli dall'Assemblea federale il 30 agosto 1939, ha deciso nella sua seduta del 2 marzo 1943 di emettere:

1. un prestito in buoni di cassa 2½% per un ammontare nominale di fr. 150 000 000;
 2. un prestito federale 3½% dell'ammontare nominale di fr. 150 000 000.
- Questi prestiti sono destinati a consolidare il debito fluttuante ed a procurare alla Confederazione nuove disponibilità per i bisogni correnti della sua tesoreria.

Il Consiglio federale si riserva la facoltà di aumentare l'importo nominale dei due prestiti qualora le sottoscrizioni dovessero sorpassare le somme previste.

L'emissione dei prestiti ha luogo sotto forma di titoli (buoni di cassa ed obbligazioni) e di crediti iscritti. All'atto della sottoscrizione il sottoscrittore dovrà indicare se desidera esser titolare d'un credito iscritto; senz'indicazione precisa da parte sua egli riceverà dei titoli.

Modalità dei prestiti

A. Titoli

Buoni di cassa federali 2½%

1. I buoni di cassa sono al portatore ed emessi in tagli da fr. 1000, 5000 e 50 000. Essi fruttano un interesse annuo del 2½% e sono provvisti di cedole semestrali al 15 aprile ed al 15 ottobre. La prima cedola scade il 15 ottobre 1943.
2. I buoni di cassa saranno rimborsati alla pari e senza denuncia anticipata il 15 aprile 1948.
3. I buoni di cassa non saranno quotati in borsa.

Prestito federale 3½%

1. Le obbligazioni sono al portatore ed emesse in tagli da fr. 500, 1000 e 5000. Esse fruttano un interesse annuo del 3½% e sono provviste di cedole semestrali al 15 aprile ed al 15 ottobre. La prima cedola scade il 15 ottobre 1943.
2. Il prestito sarà rimborsato alla pari al più tardi il 15 aprile 1968. La metà delle obbligazioni emesse sarà tuttavia rimborsata a partire dal 15 aprile 1954 mediante 15 annualità scadenti il 15 aprile d'ogni anno; la durata media del prestito sarà dunque di anni 21 e ¾.

Le annualità saranno calcolate in modo che il loro ammontare (interessi ed ammortamenti compresi) resti invariabile. Il piano d'ammortamento figurerà sulle obbligazioni.

Il Consiglio federale si riserva tuttavia il diritto di rimborsare, con preavviso di 3 mesi, tutto il prestito od una parte di esso per il 15 aprile 1958 oppure, in seguito, ad ogni successiva scadenza di cedole. Le obbligazioni da rimborsare secondo il piano d'ammortamento od in seguito a denuncia parziale del prestito, saranno estratte a sorte. Le estrazioni a sorte saranno pubbliche ed avranno luogo al più tardi 3 mesi prima della data del rimborso delle obbligazioni. I numeri delle obbligazioni estratte saranno pubblicati immediatamente.

3. Le obbligazioni saranno quotate, durante tutta la durata del prestito, alle borse di Basilea, Berna, Ginevra, Losanna, Neuchâtel, San Gallo e Zurigo.

Le cedole scadute ed i titoli rimborsabili (buoni di cassa ed obbligazioni) dei due prestiti saranno pagati, senza spese per il portatore, agli sportelli della Banca Nazionale Svizzera ed a quelli degli istituti e delle ditte bancarie membri del Cartello di banche svizzere o dell'Unione delle banche cantonali svizzere. All'incasso delle cedole sarà dedotta l'imposta federale sulle cedole e l'imposta per la difesa nazionale riscossa alla fonte.

Le pubblicazioni relative al servizio del prestito saranno fatte nel Foglio federale, nel Foglio ufficiale svizzero di commercio ed inoltre in un quotidiano di Basilea, Berna, Ginevra, Losanna, Neuchâtel, San Gallo e Zurigo.

B. Crediti iscritti

In virtù della legge federale del 21 settembre 1939 sul Libro del debito della Confederazione, i crediti iscritti provenienti da questi prestiti rappresentano dei crediti verso la Confederazione.

Le condizioni previste per le obbligazioni ed i buoni di cassa sono applicabili anche ai crediti iscritti, tenuto conto però delle varianti menzionate qui appresso:

1. I crediti iscritti verranno registrati nel Libro del debito della Confederazione per importi di almeno fr. 1000.— e multipli.
2. I crediti iscritti concernenti il prestito federale 3½% saranno rimborsati alla pari, con l'aggiunta degli interessi calcolati a contare dal 15 ottobre 1964, senza denuncia anticipata, il 15 gennaio 1965, e cioè alla scadenza media del prestito.

I crediti iscritti non saranno ammortizzati mediante annualità.

Nel caso che il Consiglio federale volesse valersi del diritto di denuncia anticipata per il prestito 3½%, conformemente al paragrafo A del presente prospetto, i crediti iscritti saranno rimborsati alla data stabilita al momento della denuncia anticipata. In caso di rimborso parziale del prestito l'aliquota d'ammortamento che verrà attribuita ai crediti iscritti sarà suddivisa fra questi ultimi in ragione dell'ammontare di ciascun credito.

3. Il pagamento degli interessi e degli importi di capitale rimborsabile avrà luogo senza spese, tuttavia previa deduzione, per ciò che concerne i primi, dell'imposta federale sulle cedole e dell'imposta per la difesa nazionale riscossa alla fonte. Detto pagamento potrà effettuarsi, secondo il desiderio del creditore, per mezzo di bonifico sul conto girate della Banca Nazionale Svizzera, su conti presso altre banche, su conti correnti postali, come pure mediante assegno sulla Banca Nazionale Svizzera.
4. I crediti iscritti non saranno quotati in borsa; essi saranno trasmissibili, ma non potranno essere convertiti in obbligazioni o buoni di cassa.

Berna, 13 marzo 1943.

Il Dipartimento federale delle finanze e delle dogane:
WETTER

Modalità d'emissione

Il Dipartimento federale delle finanze e delle dogane si è riservato sull'ammontare totale di questi due prestiti, di fr. 300 000 000, l'importo di fr. 10 000 000 per l'Amministrazione federale.

I gruppi di banche sottoscrittori hanno assunto il resto ammontante a fr. 290 000 000 di cui hanno già collocato fr. 31 900 000. Essi offrono il rimanente importo di fr. 258 100 000, come pure un eventuale maggior importo di questa somma, da determinarsi dal Consiglio federale, in pubblica sottoscrizione

dal 15 al 23 marzo 1943, a mezzogiorno,

alle seguenti condizioni:

1. Il corso di sottoscrizione è fissato per:
i buoni di cassa 2½% a 100%
più 0,30% tasso federale di bollo sulle obbligazioni
il prestito 3½% a 100%
più 0,60% tasso federale di bollo sulle obbligazioni.
 2. La ripartizione avrà luogo il più presto possibile, non appena chiusa la sottoscrizione; i sottoscrittori ne saranno avvertiti per lettera. Nel caso che le sottoscrizioni dovessero sorpassare la somma dei due prestiti da stabilirsi dal Consiglio federale, esse saranno ridotte.
 3. La liberazione dei titoli e dei crediti iscritti attribuiti dovrà effettuarsi dal 29 marzo al 29 aprile 1943 con conteggio d'interessi al 15 aprile 1943.
 4. All'atto del pagamento i sottoscrittori riceveranno, se ne faranno richiesta, un buono di consegna dal domicilio di sottoscrizione, buono che sarà cambiato in titoli definitivi a partire dal 1° luglio 1943.
- I sottoscrittori di crediti iscritti riceveranno la conferma della registrazione del loro credito da parte dell'Amministrazione del Libro del debito della Confederazione (Banca Nazionale Svizzera, Berna) tosto che avranno liberato l'importo loro attribuito e non appena la suddetta Amministrazione avrà eseguito la registrazione richiesta. L'invio della domanda di registrazione all'Amministrazione del Libro del debito della Confederazione dovrà effettuarsi per mezzo del domicilio di sottoscrizione.

13 marzo 1943.

CARTELLO DI BANCHE SVIZZERE:

Banque Cantonale de Berne
Unione di Banche Svizzere
Società Anonima Leu & Cia.

Credito Svizzero
Banque Fédérale S.A.
Banca Popolare Svizzera

Società di Banche Svizzere
Banque Commerciale de Bâle
Groupement des banquiers privés genevois

UNIONE DELLE BANCHE CANTONALI SVIZZERE:

Banca Cantonale d'Argovia
Banca Cantonale d'Appenzello E.
Banca Cantonale d'Appenzello L.
Banca dello Stato del Cantone Ticino
Banca Cantonale di Basilea-Campagna
Banca Cantonale di Basilea

Banque de l'Etat de Fribourg
Banca Cantonale di Glarona
Banca Cantonale del Grigioni
Banca Cantonale di Svitto
Banca Cantonale Lucerna
Banque Cantonale Neuchâtelaise

Banca Cantonale di Nidwald
Banca Cantonale d'Obwald
Banca Cantonale di San Gallo
Banca Cantonale di Solothurn
Banca Cantonale di Soletta
Banca Cantonale di Turgovia

Banca Cantonale d'Uri
Banque Cantonale Vaudoise
Banque Cantonale du Valais
Banca Cantonale di Zurigo
Banca Cantonale di Zug

Le sottoscrizioni in contanti sono ricevute senza spese da tutte le sedi, succursali, agenzie ed uffici ausiliari degli istituti qui sopra menzionati, da tutte le sedi, succursali ed agenzie della Banca Nazionale Svizzera, come pure da tutte le altre banche, ditte bancarie e casse di risparmio della Svizzera.

SA. PJV.

SA. des autotransports du pied du Jura vaudois, à L'Isle

Messieurs les actionnaires sont convoqués en
assemblée générale ordinaire
pour le samedi 27 mars 1943, à 15 heures, au Casino de Morges.

ORDRE DU JOUR:

1. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1942.
 2. Rapport de Messieurs les commissaires-vérificateurs.
 3. Vote sur les conclusions de ces rapports.
 4. Nomination des commissaires-vérificateurs pour 1943.
 5. Nomination d'un administrateur.
 6. Divers.
- Le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que les rapports du conseil et des commissaires-vérificateurs sont à la disposition de Messieurs les actionnaires au bureau de l'exploitation à L'Isle.
- La feuille de présence sera établie dès 14 heures et close à 15 heures.
- Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées à l'entrée, sur présentation des titres ou certificats de dépôt.

L 37
Le conseil d'administration.

Crédit foncier neuchâtelois

Remboursement d'obligations

En présence de M^r Blaise Clerc, notaire, à Neuchâtel, il a été procédé, ce jour, au 5^e tirage des obligations de

l'emprunt 3 1/2 % de 3 600 000 fr. de 1938

Les 106 obligations dont les numéros suivent ont été désignées par le sort pour être remboursées le 30 juin 1943, par 1000 fr.:

9	24	36	38	50	99	119	182	192	194	214	279	314
408	455	465	503	603	626	718	769	807	822	843	851	852
880	901	909	934	944	991	1007	1044	1112	1185	1195	1218	1293
1299	1334	1357	1382	1415	1451	1518	1551	1568	1576	1599	1702	1716
1737	1743	1751	1755	1868	1887	1893	1921	1959	1987	1998	2000	2006
2017	2112	2156	2199	2258	2322	2347	2410	2522	2574	2596	2674	2723
2752	2755	2776	2781	2841	2873	2887	2964	2966	2982	3021	3034	3038
3086	3099	3112	3121	3161	3234	3264	3269	3334	3434	3456	3511	3520
8523	3582											

Les titres sus-désignés cesseront de porter intérêt dès le 30 juin 1943. N 18
Neuchâtel, le 11 mars 1943. LA DIRECTION.

Untermühle Zug in Zug

Einladung zur 45. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre
auf Samstag, 27. März 1943, nachmittags 14 Uhr, im Bureau der Gesellschaft
in Zug

TRAKTANDEN:

1. Protokoll.
2. Geschäftsbericht pro 1942.
3. Abnahme der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung pro 1942 sowie des Berichtes der Kontrollstelle, Entlastung der Verwaltung und Beschlussfassung über das Rechnungsergebnis.
4. Statutarische Wahlen.

Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung, der Geschäftsbericht und der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 17. März 1943 an ordnungsgemäss zur Einsicht der Aktionäre auf. Lz 28

Die Eintrittskarten zu dieser Generalversammlung können unter Vorweisung der Titel auf dem Gesellschaftsbureau bezogen werden. Drei Tage vor der Generalversammlung werden keine Stimmkarten mehr verabfolgt.

Zug, den 13. März 1943.

Der Verwaltungsrat.

RENÉ **FAIGLE** Zürich
MARCHANT General-Vertretung
118 Wehntalerstrasse • Telefon 6 32 40
reinigt, repariert
vermietet u. verkauft
Schreib- und Rechenmaschinen

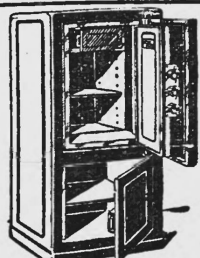
Bürotische und -stühle

in jeder Preislage

Torpedohaus Zürich

Spezialhaus für

Gerbergasse 6 • Teleph. 3 68 30



Kassenschränke
Stahlmöbel
Werkzeugschränke
Stahlkammern

UNION-
Kassenschränke AG.
Zürich

Albisriederstr. 257.
Verlangen Sie
Prospekt.

Ausstellung u. Verkauf:
Löwenstr. 2, „Schmidhof“

DU NORD
BAHNHOFPLATZ ZÜRICH

Das gute Restaurant
Familie Steffen

Öffentliches Inventar – Rechnungsruf

(Artikel 582 ff. ZGB. und § 11 des Dekrets vom
18. Dezember 1911)

Erblasser:

Haldemann Jakob Robert,

geb. 1884, Jakobs sel., von Eggwil, gewesener Schreinermeister, wohnhaft gewesen in Ostermündigen, verstorben am 6. März 1943.

Eingabefrist: bis und mit 20. April 1943:

- a) für Forderungen und Bürgschaftsansprüche gegenüber dem Erblasser beim Regierungstatthalteramt II von Bern;
- b) für Guthaben des Verstorbenen bei Notar W. Horisberger in Ostermündigen.

Der Verstorbene war Gesellschafter der Kollektivgesellschaft Haldemann & Eichenberger, mechanische Schreinerei in Ostermündigen. Forderungen und Bürgschaftsansprüche sowie Guthaben betreffend diese Firma sind ebenfalls anzumelden.

Die Eingaben sind schriftlich und gestempelt einzureichen. Für nicht angemeldete Forderungen haften die Erben weder persönlich noch mit der Erbschaft (Artikel 590 ZGB.). 194

Massaverwalter: Herr Hermann Fischer, Bücherexperte in Bern-Bümpliz, Säghofweg 18.

Ostermündigen, den 15. März 1943.

Im Auftrage des Massaverwalters:
Horisberger, Notar.

Société Anonyme Fiduciaire Suisse

Zurich

Bahnhofstrasse 66

BALE

St.-Albananlage 1

Genève

Rue du Mont-Blanc 3

Société générale d'affichage

L'assemblée générale des actionnaires du 15 mars 1943 a fixé le dividende pour l'exercice 1942 à 14 fr. net par action, 3 fr. 32 net par bon payable dès le 17 mars 1943 au siège social, Rue du Stand 64, à Genève, contre remise du coupon d'action n° 37 et du coupon de bon n° 6.

Genève, le 15 mars 1943.

X 46

Le conseil d'administration.

Hotel Kurhaus Weissbad AG.

Ordentliche Generalversammlung

Samstag, den 27. März 1943, im Kurhaus Weissbad, nachmittags 14 Uhr 30.

TRAKTANDEN: die statutarischen.

Bericht und Rechnungen liegen ab Samstag, den 20. März 1943, im Kurhaus Weissbad zur Einsicht der Aktionäre auf. G 30

Der Verwaltungsrat der Kurhaus Weissbad AG.

Aktiengesellschaft Kesselschmiede Richterswil

Die ordentliche Generalversammlung vom 13. März 1943 hat beschlossen, für das Geschäftsjahr 1941/42 eine Dividende von
4% auf den Prioritätsaktien

auszurichten.

Der Coupon Nr. 7 dieser Aktien von nominell Fr. 250 kann daher von heute an mit Fr. 10, abzüglich 6% Coupon- und 5% Wehrsteuer, an unserer Geschäftskasse sowie bei der Schweizerischen Volksbank und beim Schweizerischen Bankverein eingelöst werden. Z 127

Der Verwaltungsrat.

PATENTE
KIRCHHOFFER,
RYFFEL & CO.
ZÜRICH, BAHNHOFSTR. 56



KÖRNE
Kellerei-Maschinen
H. Scheidegger AG., Laufen

Stempel
Tel. 73781
2 Stunden!
Dringende in
Speckert u. Klein
Zürich, Löwenstr. 58



Öffentliches Inventar

Ueber den Nachlass des am 11. Februar 1943 verstorbenen

Heinrich Kuhn,

alt Stadtmann, geboren 1872, von Zürich, wohnhaft gewesen Nordstrasse 19, in Zürich 6, ist durch Verfügung des Einzelrichters für nichtstreitige Rechtssachen des Bezirksgerichtes Zürich vom 9. März 1943 das öffentliche Inventar angeordnet worden.

Es werden daher die Gläubiger und die Schuldner des Verstorbenen aufgefordert, ihre Ansprüche und Verbindlichkeiten bis zum 13. April 1943 bei der unterzeichneten Amtsstelle (Riedtstrasse 15) schriftlich anzumelden, unter Androhung der in Artikel 590 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches angeführten Rechtsnachteile im Unterlassungsfalle. Z 122

Zürich 6, den 11. März 1943.

Notariat Unterstrass-Zürich:
Eugen Kronauer, Notar.

Impôt sur le luxe

Les textes législatifs fondamentaux parus dans la Feuille officielle suisse du commerce jusqu'à fin 1942 ont été réunis en une petite brochure. Cette dernière peut être commandée au prix de 50 cts (y compris les textes des nouvelles dispositions) contre versement préalable à notre compte de chèques postaux III 5600 ou contre remboursement.

Administration

de la Feuille officielle suisse du commerce, Berne.

Lichtecht und dauerhaft

sind besonders die canad. CARBONPAPIERE

PEERLESS

Seit 1903 glänzend bewährt